

L'éducation en Afrique

L'école à l'épreuve du choc démographique

170 millions d'enfants supplémentaires devront être scolarisés d'ici à 2030, alors que les ressources sont déjà insuffisantes

L'éducation va-t-elle redevenir une priorité de l'aide internationale en Afrique ? La conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), prévue les 1^{er} et 2 février à Dakar (Sénégal), aura valeur de test. Le PME est le seul fonds multilatéral consacré à l'éducation. Il cible les pays les plus pauvres et en leur sein les populations les plus fragiles. Les pays du continent en sont donc les principaux bénéficiaires.

La France porte depuis plusieurs mois un plaidoyer en faveur d'une aide accrue pour l'éducation. Lors de son déplacement à Ouagadougou, au Burkina Faso, en novembre 2017, Emmanuel Macron a réaffirmé que l'éducation serait « la priorité absolue du nouveau partenariat »

que la France veut établir avec l'Afrique. Avec une attention particulière à la formation des enseignants et la scolarisation des filles.

Ces paroles s'inscrivent dans un contexte marqué par le recul des soutiens financiers

internationaux. Depuis le début de la décennie, l'aide publique au développement consacrée à l'éducation par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) stagne, globalement, mais en Afrique subsaharienne elle a subi une coupe importante. En 2016, elle s'élevait à 2,7 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros), contre 3,7 milliards six ans plus tôt. Le désengagement de la France explique pour une bonne part ces chiffres. L'aide française a été presque divisée par trois, passant de 819 millions de dollars en 2010 à 307 millions de dollars en 2016.

Les enfants africains sont pourtant loin de jouir d'un enseignement pour tous, promesse faite à l'aube du siècle avec les Objectifs de développement durable du millénaire et prolongée en 2015 par les Objectifs de développement durable. Des progrès ont été réalisés. La plupart des pays consacrent une part plus importante de leurs ressources budgétaires à l'école. Rapporté à la richesse nationale, le Niger fait plus d'efforts que la Corée du Sud pour la for-

mation de sa jeunesse. Globalement, l'accès à l'école primaire profite à 80 % des enfants, contre 64 % en 2000. Et près de quatre enfants sur dix vont au collège, contre moins de trois il y a quinze ans.

Pour autant, cette course vers l'éducation universelle s'est souvent faite au détriment de la qualité de l'enseignement, et en laissant

plus souvent à la maison les filles que les garçons. Au Congo-Kinshasa, au Mali, en Ethiopie, une fille va deux fois moins longtemps à l'école que son frère.

D'ici à 2030, 170 millions d'enfants supplémentaires devront être scolarisés. Les systèmes éducatifs déjà sous tension ne pourront faire face à cette nouvelle vague sans appui financier. A fortiori si l'ambition doit être d'offrir un avenir à cette jeunesse aujourd'hui confrontée au chômage de masse. C'est à ce prix que l'Afrique pourra tirer profit, comme d'autres régions en développement avant elle, de son dividende démographique. ■

LAURENCE CARMEL

Maxime Sou, l'enseignant modèle du Burkina Faso

Ce professeur affiche près de 100 % de réussite aux examens avec des classes de plus de 120 élèves

BOBO-DIOULASSO (BURKINA FASO)
— envoyée spéciale

Un coup de baguette sur la table. Les dos s'affaissent sur les pupitres de bois délabrés. Un autre coup et les ardoises se lèvent, griffonnées d'écritures enfantines où chacun tente de conjuguer le verbe chanter au passé composé. Il est 7h45, le silence règne. Seules les toux sèches symptomatiques de la saison froide se font entendre. Un calme qui dépasse l'entendement : 132 élèves dans une classe d'à peine 40 m². Maxime Sou ne peut pas avoir les yeux partout, mais il tient sa classe au doigt et à la baguette.

Cet enseignant à l'école Kua C de Bobo-Dioulasso, seconde ville du Burkina Faso, force l'admiration. En « vingt ans et deux mois » de carrière, ce Burkinabé de 47 ans qui, avant de gérer des CE2 enseignait surtout en classe de

CM2, n'est jamais descendu au-dessous des 88 % de taux de réussite à l'examen d'entrée au collège, le certificat d'études primaires (CEP).

A quatre reprises, Maxime Sou a même réussi l'impensable dans un pays où les classes sont surpeuplées et sous-équipées : faire passer 100 % de ses élèves en classe de 6^e. La dernière fois, c'était en 2014 : 120 élèves, 120 admis. A l'époque, au « pays des hommes intègres », le taux de réussite moyen au CEP est de 73,5 %, et le nombre moyen d'enfants par classe fixé à 49, selon le ministère de l'éducation nationale. Maxime Sou pulvérise les scores. Quel est donc son secret ?

« L'autorité », répond d'emblée ce père de quatre enfants. En dehors de sa classe, Maxime Sou est timide et parle à voix basse. A peine ose-t-il admettre sa réussite, ou plutôt celles, nombreuses, de ses élèves. Mais, devant un tableau noir, le personnage se transforme. L'homme s'efface lorsqu'il revêt son costume d'enseignant. La

voix porte et la démarche est assurée. Pour capter l'attention de 132 élèves pendant trois heures, l'attitude est nécessairement théâtrale, et la discipline quasi militaire.

« Don de soi et sacrifices »

Faut-il y voir un lien avec son rêve d'enfant, celui de devenir gendarme ? L'homme esquisse un sourire. « Au début des années 1990, il n'y avait pas de recrutement dans l'armée. Je n'ai pas pu passer les concours. Il a fallu que je cherche une autre voie », explique-t-il. Presque par défaut, Maxime Sou passe avec succès le concours d'enseignant en 1995. S'ensuivent deux années de formation, avant d'être « valsé en brousse », à Kouka, dans l'ouest du pays. Il découvre alors un métier pour lequel il n'a pas eu de vocation.

« Ma vocation s'est construite. Mais c'est vrai, elle n'était pas spontanée, au départ », corrige-t-il. A Kouka, il y eut tout de même un déclin. Sa

première fierté d'enseignant, dont il se rappelle comme si c'était hier, porte le nom de Sidiki Dao. « *Je l'avais en classe de CM1. Son papa était paysan. Je savais qu'il était brillant mais que, s'il restait à Kouka, il n'aurait pas beaucoup de chance de réussir et de terminer sa scolarité.* » Maxime Sou décide d'emmener Sidiki avec lui lorsqu'il est muté dans une autre école plus au sud, à Bama. Quelques années plus tard, Sidiki Dao intègre l'école la plus prestigieuse du Burkina Faso, le Prytanée militaire de Kadiogo (PMK). « *Aujourd'hui, il est sous-lieutenant* », ajoute-t-il fièrement.

Pour Maxime Sou, la réussite de ses élèves, c'est un peu la sienne. « *Quand je leur donne un devoir et que je me rends compte que la classe n'a pas la moyenne, ça m'empêche de dormir. Ce sont un peu mes enfants* », glisse-t-il. « *Don de soi et sacrifices* » sont les maîtres mots de l'enseignant. Mais aussi la « *fatigue et la pression morale* ». « *En 2014, j'ai demandé à ne plus avoir en charge des classes où il fallait faire passer des examens. J'étais à 22 de tension, le médecin m'a dit de me ménager.* »

Les journées de Maxime Sou restent chargées. Debout à 5h30, il arrive à l'école une heure plus tard. Les cours ne doivent pourtant commencer qu'à 7h30. En théorie seulement. « *Parfois, je dis aux élèves de venir à 7 heures, pour faire un devoir de plus.* » C'est l'autre secret de la réussite de Maxime Sou. Imposer deux devoirs par jour quand les autres enseignants burkinabés n'en

donnent généralement qu'un. Et donc se lever à l'aube pour corriger chaque jour 132 copies supplémentaires, avec l'aide de son suppléant et de deux stagiaires.

« *Il peut même en donner jusqu'à trois par jour* », chuchote Alain Sanou, un des deux enseignants stagiaires, en pleine leçon de français. L'apprenti le reconnaît, assister Maxime Sou,

« Quand je leur donne un devoir et que je me rends compte que la classe n'a pas la moyenne, ça m'empêche de dormir »

MAXIME SOU

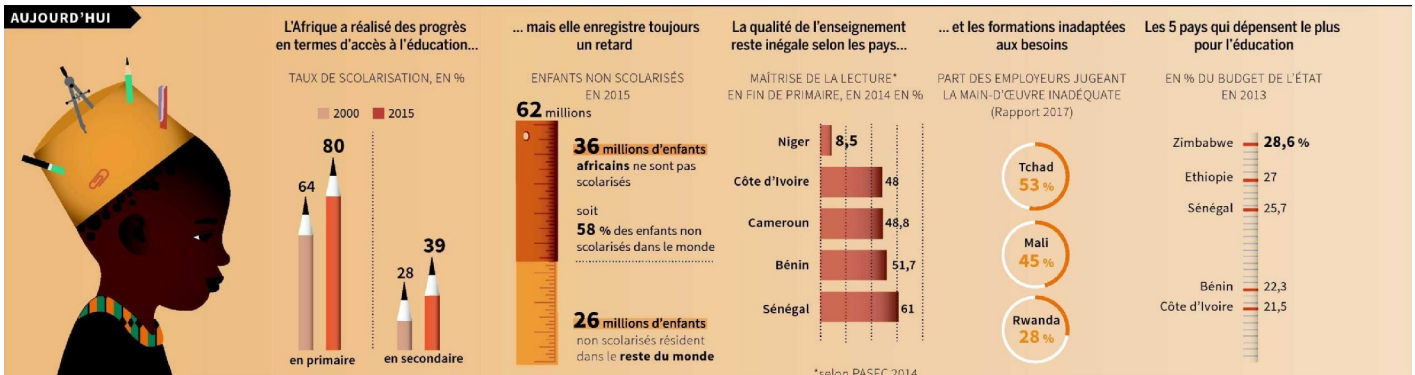
c'est endosser une charge de travail supplémentaire. « *C'est un modèle* », poursuit-il en listant sur un large cahier les points abordés lors de la leçon. « *La différence entre lui et les autres professeurs, c'est qu'il dialogue avec les enfants. Il joue avec eux, leur propose au lieu de leur imposer. Mais, en même temps, il est sévère dans l'apprentissage, surtout avec ceux qui n'apprennent pas leurs leçons* », résume le stagiaire.

Malgré le sureffectif, dans la classe de Maxime Sou, les élèves ne portent jamais longtemps le bonnet d'âne. Deux samedis matin par mois, l'enseignant organise, bénévolement, des cours de soutien auxquels participent une trentaine de volontaires. « *Il faut porter l'attention sur les élèves les moins bons. C'est parfois difficile pour les parents de comprendre que l'enfant doit encore se rendre à l'école pour autre chose. Certains parents disent qu'ils n'ont pas le temps et que le maître est dérangeant. Mais je continue. Tout commence par des difficultés* », abrège-t-il en regardant sa montre.

Il est 18 heures. La nuit est tombée, et les cours terminés depuis une heure. Là encore, en théorie. « *Je suis en retard* », dit avec gêne Maxime Sou. Il se lève, traverse la cour de l'école pour rejoindre le tableau noir. Sur les pupitres, ses élèves de CE2 ont laissé leurs places à des adultes. Après l'école classique, l'enseignant bascule dans l'éducation informelle pour permettre à des Burkinabés sortis du système scolaire de se remettre sur les bancs de l'école, de savoir lire et écrire.

Ce n'est qu'après 20 heures que l'enseignant fait tomber le costume et que l'homme rejoint ses quatre enfants et sa femme. Mais, à la maison, l'ambiance reste studieuse. Car, cette année, c'est au tour de la femme de Maxime Sou de se construire une vocation. Dans quelques mois, elle tentera elle aussi de passer les concours... pour devenir enseignante. ■

MORGANE LE CAM



Le rêve contrarié des écoles Bridge

Des établissements privés de haute qualité, low-cost, pour les plus pauvres... Dix ans après leur lancement, les écoles sont menacées de fermeture en Ouganda et sous surveillance au Kenya

NAIROBI (KENYA) ET KAMPALA (OUGANDA)
- correspondances

Lorsque Bridge a ouvert une école dans son village de Kiambu, au Kenya, Jessie n'a pas hésité longtemps. Ce père de 25 ans a immédiatement inscrit sa fille Anette dans l'établissement vert pomme séparé de sa maison par un minuscule champ de bananes. Et malgré les critiques, il n'envisage pas, cinq ans plus tard, que son aînée rejoigne l'école publique, ni qu'elle retourne à Saint-Joseph, l'institution catholique où elle était auparavant scolarisée.

« Ce qui est déterminant pour moi, c'est à la fois l'enseignement et les frais de scolarité », explique-t-il. Jessie n'a pas confiance dans l'école publique, où l'absentéisme des professeurs est élevé. Mais pour cet homme qui vit de petits boulots, la vingtaine de dollars mensuels (le coût minimum du privé au Kenya) demandés par l'école Saint-Joseph était un fardeau. Affichant des frais de scolarité de 7 dollars mensuels (5,80 euros), Bridge a permis de résoudre son dilemme. Tout en s'engageant à fournir à Anette une éducation de qualité. Grâce, notamment, au numérique, placé au cœur des enseignements.

Développement fulgurant

Chaque classe possède une tablette numérique connectée utilisée par le professeur pour pointer sa présence et délivrer la leçon du jour. Inédit, innovant et très ambitieux, le modèle pensé par un couple d'Américains – Jay Kimmelman et Shannon May – a convaincu de grands noms de la tech (Bill Gates, Mark Zuckerberg) et des institutions de développement (la Société financière internationale en tête), qui y ont investi plus de 100 millions de dollars. Son développement a été fulgurant. Après une première

école à Nairobi en 2009, ce concept de « chaîne » comptait dès 2015 pas moins de 400 établissements au Kenya, 63 en Ouganda. Mais sur le terrain, cette expansion a aussi rencontré de fortes réticences.

A l'été 2016, un bras de fer s'engage en Ouganda. La ministre de l'éducation et épouse du président, Janet Museveni, annonce la fermeture des écoles Bridge, dénonçant « la pauvreté de l'hygiène et des sanitaires » mais aussi un matériel pédagogique « ne favorisant pas l'interaction ». Les autorités reprochent à Bridge d'opérer sans remplir les standards minimums ougandais. Combative, l'entreprise est parvenue à suspendre la décision en justice. L'heure est désormais à la négociation, mais Patrick Muinda, porte-parole du ministère de l'éducation, se veut ferme : « Nous les avons avisés de ne pas ouvrir en février [date de la rentrée scolaire en Ouganda] s'ils ne sont pas titulaires d'un permis. »

Difficile, pourtant, de dire si le gouvernement mettra sa menace à exécution. Les fameux « standards minimums » que Bridge ne remplit pas sont laborieux à établir. Droite dans ses bottes, et jouant sur ce flou, l'entreprise minimise le risque. « Les écoles sont opérationnelles en Ouganda », maintient Kagure Wamunyu, la nouvelle directrice de la stratégie recrutée chez Uber. « C'est un processus, et toutes nos écoles sont dans ce processus », insiste-t-elle.

Au Kenya, les associations montent la garde. « Nous n'avons pas de problème avec Bridge tant qu'ils respectent la loi », avertit Zulekha Amin, de l'ONG kényane de défense des droits Hakijamii. Mais avec ses 80 000 élèves, elle juge que l'entreprise met aujourd'hui les autorités au pied du mur. En vérité, la qualité des cours et les conditions de travail des professeurs sont aussi durement critiquées par les ONG et par certains syndicats d'enseignants (KNUT au Kenya,

Unatu en Ouganda). A Nairobi, une ancienne directrice raconte avoir démissionné en raison d'abord du salaire, environ 100 dollars mensuels, pour lesquels il faut aussi « assurer le recrutement des élèves ». Elle évoque surtout l'anxiété qu'elle éprouvait à refuser l'entrée aux élèves en retard de paiement : « C'est interdit, et cela m'a valu des réductions

Les autorités reprochent à Bridge « la pauvreté de l'hygiène et des sanitaires » et d'opérer sans remplir les standards minimums ougandais

de salaire ! » Du côté des parents, on critique rarement la qualité des cours, mais les déboires avec les autorités inquiètent et, pour les plus pauvres, déboursent même 7 dollars par mois reste laborieux.

Plus largement, pro- et anti-Bridge se déchirent sur le modèle même d'une éducation privée à bas coût pour les plus pauvres. Qui plus est à but lucratif. Et quand les « anti » militent pour un soutien accru au secteur public, les « pro » en rappellent la corruption endémique. Reste que, de *for-profit*, Bridge n'a pour l'instant que le statut. L'entreprise, qui attire moins d'élèves que prévu, a admis début 2017 perdre 12 millions de dollars par an. Là encore, le groupe voit là la conséquence des attaques subies. Et ses détracteurs la preuve de l'échec de ce modèle. ■

MARION DOUET ET GAËL GRILHOT

Ces universités que l'Éthiopie construit à tour de bras

Le budget de l'éducation du pays, un des plus élevés d'Afrique, est surtout consacré à bâtir des locaux, parfois inachevés

DEBARK (ETHIOPIE) - *envoyée spéciale*

Awoke Belay garde le sens de l'humour. Deux jours avant l'arrivée des premiers étudiants de l'université de Debarq, dans le nord de l'Éthiopie, un transformateur électrique a explosé. L'un des dortoirs n'est pas encore meublé. «*Bienvenue dans notre université rurale!*», s'exclame le vice-président de l'administration en ce début janvier.

Dans quelques jours, 1500 étudiants arpenteront ce campus, une vaste étendue poussiéreuse parsemée de milliers d'acacias près des frontières soudanaise et érythréenne. Ils suivront des cours d'agriculture, de tourisme, de sciences sociales et naturelles à quelques kilomètres du parc national du Simien, où vivent des colonies de babouins gélatas.

Dans cinq ans, il devrait y avoir au moins 10000 étudiants dans cette ville qui compte dix fois plus d'habitants. Pour l'heure, les ouvriers s'affairent. Ils ont construit 22 bâtiments en moins de quinze mois. La première phase du projet coûte 580 millions de birrs (17,8 millions d'euros). «*C'est un bon rapport qualité-prix*», jure l'ingénieur Erizik Wodaje, 40 ans, chef de projet. *Bien sûr, les salles de classe ne sont pas luxueuses...*

Avec la formation professionnelle, l'enseignement supérieur est la priorité du ministère de l'éducation. Debarq s'inscrit dans un gigantesque projet de gouvernement qui construit des universités à tour de bras. Elle fait partie des onze plus récentes. Dans les années 1990, il y en avait deux. Aujourd'hui, on dénombre 44 universités publiques. Pour cela, l'Éthiopie consacre 27 % de son budget à l'éducation selon l'Unesco. C'est, avec le Zimbabwe, plus que partout ailleurs en Afrique.

«*Une grande partie de cet argent est consacrée à l'enseignement supérieur*», explique le Dr Paul O'Keefe, expert de l'enseignement supérieur à l'université de Genève. Problème: cet argent ne sert qu'une petite fraction de la population

— environ 780 000 étudiants — et «*ne se concentre pas davantage sur la scolarisation primaire et secondaire universelle*», regrette-t-il. Sur le papier, l'Éthiopie possède l'un des taux de scolarisation les plus élevés du continent. Ces données sont à prendre avec précaution en raison du manque de transparence et du contrôle de l'Etat, qui fournit ses propres statistiques aux institutions internationales.

Contrôle sur la jeunesse

D'après l'ingénieur Erizik Wodaje, la

construction absorbe la plus grande partie du budget de l'éducation. «*Quarante-quatre universités pour 100 millions d'habitants, ce n'est pas assez. Il faut construire!*» Quitte à négliger la qualité de l'enseignement. «*La quantité prime*», admet-il. Pour le Dr O'Keefe, le terme «*université*» est inapproprié. «*Ce sont des carcasses de bâtiments insuffisamment dotés en ressources, avec un personnel insuffisant, souvent construits de manière désordonnée*», résume-t-il. Des plafonds se seraient

affaissés en plein milieu des cours. Les nouvelles universités manquent aussi de «*matériel de laboratoire, d'ouvrages scolaires, de professeurs qualifiés...*», ajoute le Dr Jekaw Demamu Mebrat, président de l'université de Debarq. «*C'est un défi, en général, d'avoir un enseignement de qualité en Éthiopie*», rappelle-t-il.

A Debarq, au-delà de la crainte d'un enseignement médiocre, une autre inquiétude existe. Ces derniers mois, plusieurs universités ont été secouées par des tensions d'ordre ethnique, faisant des morts et des blessés, dont le bilan est difficilement vérifiable. «*Il y a une préoccupation croissante, la crainte que les universités deviennent le principal champ de bataille de ce conflit*», d'après le chercheur Abebaw Y. Adamu. «*On a peur que*

ça se reproduise à Debarq», lâche Melaku (les prénoms ont été modifiés), guide touristique. D'autres craignent que ces universités permettent à la coalition au pouvoir d'exercer un contrôle sur la jeunesse. Elle impose déjà des quotas: 70 %

des étudiants doivent suivre un cursus en sciences dures, contre 30 % en sciences sociales. Pour certains, cela peut permettre d'accélérer le développement du pays. Pour d'autres, l'objectif est d'entraver toute réflexion critique.

Pour le Dr O'Keefe, l'enseignement supérieur a été politisé en Éthiopie. C'est «*un moyen d'attirer davantage de personnes au sein du parti*», analyse-t-il. Cette politisation sert également de station d'écoute pour surveiller les «*fauteurs de troubles*» potentiels, assure-t-il. Car, malgré dix mois d'un état d'urgence levé en août 2017, la colère de la population à l'encontre du régime est intacte. «*Les gens ne sont pas contents*», acquiesce Melaku. Des inégalités, de l'inflation, du manque de libertés, du chômage. «*Ils auraient dû construire des usines au lieu d'une université*», gronde Amanuel, originaire de Debarq. Car les opportunités d'emploi risquent de ne pas croître aussi rapidement que le nombre d'étudiants diplômés. ■

■ ANILINE WUILBERCK

« L'éducation est un investissement patient dans un monde impatient »

ENTRETIEN | Julia Gillard, du Partenariat mondial pour l'éducation, et Rémy Rioux, de l'Agence française de développement, échangent sur les objectifs et les financements à atteindre

La France et le Sénégal, par leurs présidents respectifs, invitent les 1^{er} et 2 février, à Dakar, les donateurs internationaux à renforcer le financement de l'éducation dans le monde. On estime à 264 millions le nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés, et de nombreux millions vont certes à l'école, mais n'apprennent pas assez. Si rien ne change, la moitié des jeunes en Afrique subsaharienne, dans les décennies à venir, pourraient ne posséder qu'à peine les compétences de fin de cycle primaire. Macky Sall et Emmanuel Macron cherchent plus de 3 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros) pour la période 2018-2020 pour le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), dont la présidente du conseil d'administration est l'ancienne première ministre australienne Julia Gillard. Côté français, c'est l'Agence française de développement (AFD), dirigée par Rémy Rioux, qui assurera l'essentiel de la mise en œuvre voulue par l'Elysée. Interview croisée.

L'Union européenne a récemment augmenté de 100 millions d'euros sa contribution

au PME, pour atteindre 287,5 millions. Quelle sera la contribution de la France, qui a baissé ces dernières années ?

Julia Gillard De notre point de vue, la France fait partie des pays les plus importants. Le président Macron a montré son engagement personnel en faveur de l'éducation. Bien sûr, la France fera sa dotation spécifique, mais il y a déjà une très grande proximité entre la France et nous.

Rémy Rioux Lors de son discours de Ouagadougou, le président Macron a fixé le cap en affirmant que l'éducation sera sa priorité, avec deux axes: le soutien massif à la formation des maîtres et la scolarisation obligatoire des jeunes filles. L'éducation revient en haut de l'agenda de

l'aide publique au développement (APD) et c'est tant mieux! Nous partons de loin. Son financement mondial a été réduit de 30 % ces cinq dernières années pour représenter aujourd'hui moins de 7 % de l'APD mondiale. La France n'a pas fait exception à cette tendance à la baisse.

Comment l'expliquez-vous ?

R. R. Je crois que nous avons collectivement considéré que les Etats eux-mêmes devaient fi-

nancer l'éducation de leurs enfants sur leurs propres ressources. Beaucoup de pays africains ont d'ailleurs pris les bonnes décisions ces dernières années en augmentant très fortement la part de l'éducation dans leurs budgets. On est passé en moyenne de 13 % à 20 %. Plus même que dans les pays développés! L'efficacité de systèmes éducatifs a également progressé: un enfant est désormais scolarisé pour une durée moyenne de neuf ans, contre six ans en 1999. Les familles aussi investissent relativement plus dans l'éducation au Sud que dans nos pays. Les Etats représentent plus de 60 % des financements de l'éducation, les familles 30 % et les partenaires externes (ONG, bailleurs) moins de 10 %.

C'est pour l'éducation primaire que l'aide publique au développement de la France semble avoir baissé le plus, de 174 millions en 2010 à 20 millions en 2015, selon l'OCDE...

R. R. Plus de huit enfants sur dix en Afrique achèvent désormais le cycle primaire. Nous avons su collectivement relever le défi de massifier l'accès à l'éducation primaire universelle. Mais, vous avez raison, les financements inter-

nationaux doivent augmenter. Ils sont utiles pour apporter les compléments nécessaires aux ressources domestiques, pour innover et pour créer du lien entre nos pays.

J. G. En quatre ans, au PME, j'ai vu changer les mentalités. Avant, les donateurs choisissaient de privilégier la santé ou l'éducation, les programmes de genre ou l'éducation. Désormais, tout le monde a compris que c'est lié et que l'éducation est la clé. Le Fonds mondial [contre le sida, la tuberculose et le paludisme], par exemple, sait qu'il n'arrivera pas à éradiquer ces maladies sans passer par l'éducation.

Certains chiffres restent inquiétants. Au Burkina Faso, par exemple, seule une fille sur cent termine l'école secondaire. Comment améliorer cela ?

J. G. Chaque pays a son approche. Ce qui marche, c'est d'améliorer la sécurité du trajet vers l'école, de créer de petits bénéfices au fait de scolariser les filles, comme de leur offrir un bon repas à l'école, et d'avoir des écoles équipées pour les filles.

R. R. Le ministre de l'éducation du Niger me racontait récemment comment il négociait avec les anciens d'un village pour qu'ils acceptent d'envoyer les jeunes filles au collège... sans qu'elles soient mariées préalablement ! Les barrières culturelles existent, mais l'éducation est désormais considérée par tous comme un enjeu fondamental. C'est une des priorités de l'Alliance pour le Sahel lancée en juillet. Nous sommes convaincus que le collège est aujourd'hui le combat-clé, avec des effets avérés sur l'insertion professionnelle mais aussi la promotion des filles.

J. G. L'éducation est un investissement patient dans un monde impatient. Une impatience parfois renforcée par les nouvelles technologies. Dans les pays développés, on se montre patient avec nos enfants, on attend douze ans en France ou en Australie, sans compter les études supérieures, mais pour les pays en voie de développement, on aimerait

que tout aille plus vite !

Est-ce qu'un des enjeux, pour l'éducation, ce n'est pas la proportion de dons et de prêts au sein de l'aide au développement ?

R. R. L'important, c'est de définir l'objectif et ensuite de trouver le meilleur outil financier pour l'atteindre. Les prêts permettent de changer d'échelle et sont notamment justifiés pour des formations proches des besoins des entreprises, dans l'enseignement technique ou la formation professionnelle. On peut aussi investir dans une offre de formation privée de qualité. Ceci dit, pour venir en appui des politiques éducatives nationales, former les maîtres, scolariser les filles, une base en dons est indispensable.

J. G. Au PME, nous faisons des dons dans le cadre de plans nationaux très importants dont certaines parties sont financées par des prêts. Il n'y a rien d'anormal là-dedans, il y a tant à faire ! Si la finance conditionnée [les prêts] peut aider, alors tant mieux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SERGE MICHEL

AFRIQUE : QUELLE ÉCOLE POUR DEMAIN ?

Journée de réflexion organisée par l'Agence française de développement (AFD), vendredi 19 janvier, à Vivacity, 155, rue de Bercy, 75012 Paris.

9 heures - 12 h 45 Des objectifs de scolarisation aux objectifs d'apprentissage

La matinée sera consacrée à la discussion autour d'ouvrages récents abordant le défi des apprentissages et aux priorités pour l'action au niveau mondial, notamment le Rapport sur le développement dans le monde 2018 de la Banque mondiale (« *Learning to Realize Education's Promise* »).

Parmi les intervenants :

Gaël Giraud, chef économiste de l'AFD

Jaime Saavedra, directeur pour l'éducation à la Banque mondiale ; *Deon Filmer*, codirecteur du rapport sur le développement mondial 2018 ; *Dan Wagner*, professeur à l'université de Pennsylvanie ; *Manos Antoninis*, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation à l'Unesco.

14 heures - 18 heures Quelle éducation au service de sociétés africaines inclusives, dynamiques et résilientes ?

Décideurs politiques, représentants de gouvernement, d'organisations multilatérales et de la société civile, enseignants et chefs d'entreprise, échangeront sur les actions prioritaires en éducation et sur les capacités de l'école à tenir les promesses d'apprentissage et de formation de la jeunesse.

En présence notamment de : *Jean-Michel Blanquer*, ministre de l'éducation nationale de la France ; *Serigne Mbaye Thiam*, ministre de l'éducation nationale du Sénégal ; *Audrey Azoulay*, directrice générale de l'Unesco ; *Koumba Boly Barry*, rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à l'éducation, ancienne ministre de l'éducation nationale du Burkina Faso ; *Alice P. Albright*, directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation ; *Rémy Rioux*, directeur général de l'Agence française de développement ; *Laurence Breton-Moyet*, directrice exécutive de l'Agence française de développement ; *Laurent Bili*, directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, ministère de l'Europe et des affaires étrangères, France.